

Marc Andrault, *Sarkozy et Dieu. De l'usage politique des monothéismes*, Paris, Berg International éditeurs, 2008, 188p.

Politique et religion ne forment qu'une seule histoire. Tantôt l'une domine l'autre, tantôt les deux se séparent et tentent de s'ignorer. Dans cette histoire, notre époque semble vouloir être un moment de retrouvailles : retour du religieux, héritage chrétien et ... revanche de Dieu.

L'enquête que Marc Andrault mène à travers les écrits, entrevues et discours de Nicolas Sarkozy montre que la République française veut maintenant une nouvelle alliance avec les religions pour que ces dernières intensifient leur travail de préservation de la cohésion sociale. Pour cela, dans le pays où les Lumières ont été les plus hostiles à la religion, le nouveau président prône une nouvelle «conception plus active de la laïcité» (p.177) qui consistera à aider les religions à exercer leur «pouvoir spirituel».

Mais commençons par le début. Sarkozy a souvent fait remarquer, avant même qu'il soit président, qu'il y a trop peu d'hommes politiques «qui se risquent à évoquer publiquement les questions religieuses» (p.7). Lui ne se gênera pas.

Alors qu'il est ministre de l'Intérieur, le futur président affirme que «si un fonctionnaire affiche ses convictions religieuses sous quelque forme que ce soit, c'est toute la neutralité et l'impartialité de l'État qui est mise en cause» et il répète qu'il faut «respecter et conforter la règle centenaire, et essentielle à l'équilibre social, qui en France laisse la religion dans le registre de la vie privée» (pp.8-9). C'est clair mais, suivez-moi bien, ce n'est pas si simple. «La religion, c'est la vie. La politique, c'est la vie. [Or] il n'y a pas deux vies. Comme si la part de soi la plus intime et la plus intéressante, il fallait l'abandonner jusqu'au samedi matin et au dimanche soir inclus» (p.9).

La laïcité elle-même, pour Sarkozy, consiste en une «reconnaissance du besoin que l'homme éprouve d'espérer et donc de croire, sans jamais tenter d'orienter vers telle religion [...]. Je crois en une laïcité positive, c'est-à-dire une laïcité qui garantit le droit de vivre sa religion comme un droit fondamental de la personne; [...] la laïcité, c'est la garantie pour chacun de pouvoir croire et vivre sa foi» (p.13).

Andrault termine son introduction en rappelant comment il est difficile de s'opposer à celui qui ne respecte pas le principe de non-contradiction : «comment s'opposer à lui quand il dit tout et son contraire ?» (p.14). Par exemple, Sarkozy s'estime-t-il compétent pour discourir sur les questions religieuses ? Une fois il dit que les autres responsables politiques ne parlent pas des

questions religieuses «parce qu'elles sont complexes et exigent un investissement personnel important, ne serait-ce que pour tenter de comprendre» (p.15). Et d'autres fois il déclare qu'il n'est «pas un intellectuel» et qu'ainsi, même à propos de questions complexes, il ne dit que «des choses simples» (p.15).

Face à cette rhétorique sarkozienne, qu'Andrault associe à «une politique d'affolement», à une «agitation tourbillonnante» et à une «fébrilité vibronnante», il «entreprend de faire apparaître le double langage» (p.14) de cet homme politique. Il examinera les discours de Sarkozy sur les fonctions et le statut des monothéismes, dans la République, dans l'enseignement et dans la société.

Andrault fait d'abord le recensement de «ce qui est simple» dans le rapport entre religion et politique. Par exemple, pour le président de la République, «la religion se préoccupe de l'essentiel [...] du sens et du pourquoi de la vie» tandis qu'en politique on s'occupe de «l'organisation de la vie telle qu'elle est» (p.19). Plus simple encore, il n'y a que trois façons de s'occuper de l'essentiel, ce sont les trois monothéismes. Le reste est toléré tant que ça ne trouble pas l'ordre public. Il faut quelque chose de «grand» et d'«ancien» pour s'occuper de l'essentiel. «Les grandes religions convergent vers un noyau dur de croyances fondamentales qui répondent aux aspirations humaines», dit le président (p.33).

Andrault conclura sur les fonctions des monothéismes en soulignant que Sarkozy aimait rappeler jadis une phrase de François Sagan : «Moi, quand j'entends quelqu'un être sûr de quelque chose, je suis sûr que c'est un crétin» (p.50). C'est un rappel qui est de bonne guerre. Mais, plus sérieusement, il retrouve une idée correspondante à celle qu'exprime Sarkozy, et tout aussi simple que la sienne, chez «l'athée Julia Kristeva»: «les dogmes proposent des illusions compensatrices et consolatrices aux angoisses des individus» (p.50). Finalement, en réfutation, Andrault cite Comte-Sponville : «les religions sont dangereuses si, avec les idéologies, elle répondent seules aux questions fondamentales : on a besoin de philosophie» (p.50).

Ces deux choses séparées, «l'essentiel» et «la vie telle qu'elle est», sont parfois si proches, selon Sarkozy, qu'il faudrait croire que la morale et «la vie telle qu'elle est» sont elles aussi deux choses séparées. Il dit en effet, «La République a intérêt à ce qu'il existe une réflexion morale inspirée des valeurs religieuses», et ceci dans le contexte des débats sur la Constitution de l'Union européenne. (p.51).

Dans ces débats, c'est toute la question de «l'héritage chrétien» qui est en cause et bien des propositions religieuses ont dû être repoussées avant que l'on ne s'entende, en 2003, sur des termes comme «héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe» (p.51). Sarkozy accepte cela en disant qu'il ne «pense pas que Dieu soit à sa place dans un tel document» (p.52). Mais il n'aura de cesse, dans les années qui suivent, d'invoquer «le christianisme [qui] a vu naître notre nation» et a imprégné jusqu'à la morale laïque et les valeurs de la République (p.53). Au moment où la Constitution européenne est révisée, en 2007, Sarkozy est d'accord avec l'allusion à l'héritage chrétien qui y est faite (p.58).

Mais la religion n'a pas qu'une dimension internationale, pour Sarkozy, elle trace aussi les balises des politiques intérieures. Rappelons que, pour lui, religion signifie monothéisme et voyons comment il estime ne pas avoir eu de désaccords avec les monothéismes sans qu'il ne les ait exprimés «franchement». Pas de désaccord en ce qui concerne la politique sociale, la politique d'immigration et la législation qui touche à la vie, à la mort, à la sexualité (p.62).

Le social, c'est le travail. Essentiellement, ce travail procure la richesse et ce qui s'en suit, à condition qu'il soit ce travail effectué «à la sueur de son front». Pour Sarkozy, le mérite que procure ce travail se voit, sauf pour quelques exceptions, dans la richesse dont jouissent ceux qui travaillent beaucoup. La Bible a raison.

Sur l'immigration, désaccord frontal avec les Églises de France. Les Églises parlent du devoir d'accueil et insistent surtout sur la nécessité de permettre le regroupement des familles. Lorsqu'un député, qui avait oublié le phénomène de l'adoption, propose que l'on fasse des vérifications des liens de parenté par des tests d'ADN, autant les autorités musulmanes que chrétiennes s'insurgent : «Il ne nous paraît ni convenable ni conforme à nos valeurs chrétiennes de vouloir continger l'exercice du droit des étrangers à vivre en famille», déclare la Fédération protestante de France (p.70). Le gouvernement de Sarkozy ne leur en tiendra pas rigueur, au contraire il croit que c'est leur vocation de défendre «ceux qui n'ont personne pour parler en leur nom» (p.72), mais, sauf pour les tests d'ADN, en bon chrétien, il ne cèdera sur aucune de leurs demandes.

Sur les législations qui concernent la vie, la mort et la sexualité, Sarkozy s'éloigne des autorités chrétiennes sur l'avortement, la fécondation in vitro et l'euthanasie passive sans grands débats théologiques. Par ailleurs, l'opposition à l'euthanasie active suscite l'unanimité des trois

monothéismes : «celui qui donne la mort, c'est Dieu» (p.76). Sarkozy tiendra donc tête aux socialistes sur «le droit de mourir dans la dignité».

Ces écarts par rapport à «l'essentiel» n'empêchent pas le président de la France d'écrire que «la dimension morale est plus solide, plus enracinée, lorsqu'elle procède d'une démarche spirituelle, religieuse, plutôt que lorsqu'elle cherche sa source dans le débat politique ou le modèle républicain» (p.80).

Sur le statut des religions dans l'enseignement et la place des institutions religieuses dans la société, Andrault fait ressortir la même position de Sarkozy : les religions sont et ne sont pas dans l'enseignement et la part des institutions religieuses est très grande dans la vie sociale mais pas trop.

Ce qui est fascinant dans ce livre, ce sont les innombrables citations de Sarkozy qui font sentir ce que c'est, à la fois, «être sûr de quelque chose», au sens de Sagan, et exsuder la vérité de son époque.

Bernard La Rivière